



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article1559>

La Francophonie propose une solution consensuelle en Mauritanie

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Articles et dépêches -



Date de mise en ligne : mardi 23 décembre 2008

Union des Forces de Progrès

DAKAR, 22 décembre (Xinhua) — L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a exprimé sa "disponibilité à contribuer à l'émergence d'une solution consensuelle" à la situation en Mauritanie.

L'OIF a aussi fait part de son espoir que la fin annoncée de l'assignation à résidence de Sidi Ould Cheikh Abdallahi, le président mauritanien renversé le 6 août dernier par un coup d'Etat, est une **"libération définitive"**, a-t-on appris lundi de source officielle.

Depuis sa destitution, Abdallahi avait pour une durée de 136 été mis en résidence surveillée dans une villa de Nouakchott pendant 136 jours, avant d'être résigné à son domicile de Lemden, son village natal. Il a été libéré dimanche, selon des sources concordantes.

"Nous espérons qu'il s'agit d'une libération définitive et inconditionnelle au sens des exigences formulées par notre Groupe de Contact (...) et des engagements pris par les autorités issues du coup d'Etat lors de la mission en Mauritanie effectuée par le Groupe de contact les 6 et 7 décembre derniers", a indiqué secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf.

"La Francophonie saisit cette occasion pour réitérer au Groupe de contact, placé sous l'égide de l'Union africaine (UA) et composé de l'ONU, l'Union européenne (UE), la Ligue arabe, l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), ainsi qu'à l'ensemble des acteurs mauritaniens, sa disponibilité à contribuer à l'émergence d'une solution consensuelle et à accompagner toute initiative ou processus permettant de réaliser, le plus rapidement possible, les objectifs fixés", indique la même source citée lundi par l'Agence de presse sénégalaise.

Sous la pression internationale, le général Mohamed Ould Abdel Aziz, aux commandes du pays depuis le putsch, s'était engagé le 7 décembre dernier à libérer "sans conditions", au plus tard le 24 décembre, le président démocratiquement élu en mars 2007 à l'issue d'un scrutin salué par l'ensemble de la communauté internationale.

<http://www.french.xinhuanet.com/fre...>